

le Monde 20 août 1985

UN ARTICLE DE M. EDMOND MAIRE

« Les syndicats sont indispensables à la modernisation de l'économie »

Comme c'est devenu habituel, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, s'exprime dans « le Monde » à la veille de la reprise de l'activité économique et sociale, dans les entreprises. Il insiste sur le caractère irremplaçable du syndicalisme. Soulignant les faiblesses de la vie politique, M. Maire refuse de voir le mouvement syndical subir les mêmes critiques. Son rôle, selon lui, est indispensable à la modernisation.

De tous bords, il est de bon ton aujourd'hui de s'apitoyer sur le sort d'un syndicalisme affaibli par le chômage, dépassé par les mutations économiques et culturelles, bref entré dans un déclin inéluctable. Il n'y a pas si longtemps, après 1968, la mode était inverse et le syndicalisme d'autant plus valorisé que la vie politique manquait d'éclat.

Ce n'est pas à la CFDT que l'on niera les difficultés du syndicalisme. Il y a six ans déjà dans ces colonnes, nous en analysons les causes. Depuis, la CFDT a choisi une stratégie d'adaptation du syndicalisme aux défis de notre époque. Notre expérience et notre réflexion nous permettent donc de regarder au-delà du conjoncturel.

Le syndicalisme a connu des périodes plus brillantes, des actions plus marquantes ; il a produit des anticipations de l'avenir plus motivantes. Mais même si les coups de boutoir du chômage ont mis à mal ce panache, ils n'ont nullement porté atteinte à la permanence de la fonction irremplaçable du syndicalisme au quotidien, dont l'efficacité et l'utilité, bien que peu spectaculaires, n'en ont pas moins une portée incalculable, pour les salariés comme pour la cohésion sociale.

Sans la présence vigilante de syndicats bien vivants dans les entreprises et dans les quartiers, la crise économique tournerait bien vite à la loi de la jungle. Qui traduirait en actes sa solidarité avec les chômeurs comme l'ont fait, il y a un mois, CFDT, FO, CGC et CFTC, en décidant d'augmenter les cotisations des salariés pour mieux indemniser les chômeurs les plus démunis ?

Les dirigeants patronaux et politiques — au-delà des mots, dans les faits — n'ont pas la même phobie du chômage que les syndicalistes. Ils ne considèrent pas l'emploi comme un équilibre fondamental, une exigence majeure. Le chômage reste pour eux l'amortisseur inévitable des crises et des mutations. Leur démarche privilégie la fraction des salariés qu'ils estiment nécessaire à la modernisation et marginalise les autres.

Le syndicalisme se retrouve donc seul porteur d'une priorité absolue pour l'emploi, une priorité qui n'appelle pas seulement un effort de modernisation mais une autre organisation sociale, une autre répartition du temps de travail aux différents âges de la vie. Et pourtant, à quelques mois des élections législatives, rien d'essentiel, du moins dans leur attitude face au chômage grandissant, n'apparaît distinguer la gauche rassembleuse et modernisatrice de la droite démocratique et intelligente. L'emploi, pour eux, c'est toujours pour après-demain, après le rétablissement des équilibres financiers, après la modernisation, au bout du cycle profits-investissements emplois dont chacun sait qu'il n'est nullement automatique.

Quand les forces et les idéologies politiques n'ont rien à proposer de substantiel face à un fait social aussi grave, aussi déterminant que la montée ininterrompue du chômage, il est heureux qu'il reste un syndicalisme bien décidé à refuser ce fatalisme.

EDMOND MAIRE.

(Lire la suite page 16.)

Économie

SOCIAL

Les syndicats sont indispensables à la modernisation

(Suite de la première page.)

Et puis à ceux qui, dans le patronat, se laissent porter par la vague d'antisindicalisme, ou, plus subtilement, prônent l'émiettement des syndicats et veulent, en modifiant la loi, faire prospérer des syndicats-maison bien dociles, il faut crier casse-cou.

Par sa longue et difficile lutte pour élargir les espaces de liberté dans les entreprises, pour faire évoluer le droit, pour développer une force autonome face aux pouvoirs dominants, aux excès de l'Etat ou aux volontés de dérégulation du patronat, le syndicalisme authentique est devenu un constituant irremplaçable de tout régime démocratique. Le militant syndical est en permanence le défenseur et le garant d'un droit fondamental à s'organiser et à agir librement.

C'est pourquoi, l'antisindicalisme porte en germe le totalitarisme. Dans le monde entier, il n'existe pas un seul pays démocratique sans syndicalisme vivant libre. Le syndicalisme, par ses valeurs permanentes et sa démarche expérimentale, concourt fortement à l'équilibre social et à son renouvellement par des moyens démocratiques. C'est encore plus vrai en temps de crise

Une vie politique qui tourne sur elle-même

C'est cet attachement viscéral au progrès de la démocratie qui nous conduit aussi à exprimer librement notre point de vue au monde politique comme au monde patronal. Ainsi, il n'est pas sain qu'aujourd'hui le débat politique paraisse se limiter à de purs enjeux de pouvoir, et que la stratégie de communication des forces politiques et le « look » de leurs candidats prennent une importance démesurée du fait de la faiblesse du contenu des projets et des propositions des uns et des autres.

Alors qu'une grande partie de la population est inquiète pour son avenir, il est dangereux de voir la vie politique tourner sur elle-même.

Les variations sur la réforme électorale ou sur le thème de la cohabitation, les affrontements épiques des candidats députés pour obtenir une place sûre occupent ainsi cet été le devant de la scène politique et semblent épuiser les ardeurs des responsables politiques. Attention à ne pas creuser plus profond le fossé entre la scène politique et les problèmes de la vie sociale. Il est heureux qu'il reste un syndicalisme vivant pour s'opposer à cette dérive.

Il n'est pas sain non plus que les forces politiques cachent leurs options concernant la protection sociale. Chacun sait qu'un déficit

structurel des régimes de retraite et de l'assurance-maladie appelle des solutions nouvelles. La droite masque les mesures de privatisation qu'en cas d'alternance elle pense mettre en œuvre en ce domaine. La gauche par une gestion court-terme efficace a renvoyé les échéances au lendemain de mars 1986. Ce qui lui permet de proclamer bien haut son attachement au *statu quo*, tout en diminuant certains remboursements, en supprimant la recette de 1 % sur les revenus, et en prônant une diminution durable des prélèvements obligatoires, ce qui interdit tout *statu quo* et conduit à l'impasse.

Et les assurés sociaux sont priés d'assister passivement à ce théâtre d'ombres, jusqu'à ce que des mesures inacceptables leur tombent sur la tête. Le syndicalisme est bien décidé à mener un débat public et à faire prendre en compte la volonté des assurés sociaux dans les évolutions nécessaires du système de protection sociale.

Bien des chefs d'entreprise admettent, pour leur part, l'existence du syndicalisme comme un mal nécessaire et à condition d'en faire un rouage institutionnalisé de l'entreprise. Mais le patronat, dans sa grande majorité, n'a pas encore compris le rôle majeur que peut jouer le syndicalisme dans la modernisation. Moderniser l'industrie comme le secteur tertiaire, c'est d'abord y instaurer d'autres rapports sociaux, une autre organisation du travail, une autre gestion faisant toute leur place aux salariés, à leurs potentialités individuelles et à leur capacité de propositions collectives. Pour cela, le syndicalisme est irremplaçable.

En limitant l'arbitraire patronal, le syndicat permet d'y instaurer des relations plus professionnelles, moins autoritaires ou moins paternalistes et donc plus efficaces.

En agissant pour améliorer les conditions de travail, l'organisation du travail, le syndicat réduit l'insatisfaction et le freinage de la production, l'absentéisme et le *turn over*. Il est facteur de progrès de la qualité et de la productivité. En une période où des groupes professionnels entiers sont déqualifiés et risquent de sombrer dans la passivité ou la révolte, la volonté syndicale de mises en valeur du savoir-faire ouvrier et de développement de nouvelles qualifications concourt à relever les défis économiques.

Le changement des rapports sociaux est indispensable pour faire du facteur humain un atout décisif dans la compétition internationale. L'efficacité économique et sociale de l'entreprise passe par la pleine reconnaissance du rôle des syndicats pour exprimer la logique des salariés, leurs propositions pour l'entre-

prise. L'amélioration de l'efficacité de l'entreprise passe par une politique contractuelle ambitieuse portant sur tout ce qui concerne les conditions, le contenu et l'environnement du travail, et permettant aux tensions et aux conflits de déboucher positivement.

L'apprentissage d'une responsabilité

C'est tout le sens des droits nouveaux voulus par la CFDT. Ils peuvent être des leviers d'une modernisation réussie dans les domaines décisifs que constituent l'organisation du travail et les qualifications. Reste le grand chantier de la rénovation des droits individuels et collectifs des salariés dans les petites entreprises, où se joue pour une bonne part l'avenir de l'emploi. Là, plus qu'ailleurs, la faiblesse du syndicalisme est un handicap économique.

Dans la tradition du mouvement ouvrier français, la contestation de la politique patronale et la proposition d'un autre fonctionnement de l'entreprise n'épuisent pas le rôle du syndicalisme. Le syndicat n'est pleinement lui-même que s'il est fédéré et confédéré, disposant ainsi d'une analyse d'ensemble, d'un projet solidaire, d'une capacité de critique sociale, de formation de l'opinion publique et d'animation du tissu social.

Le syndicat reste le lieu où de très nombreux salariés font l'apprentissage d'une compétence, d'une responsabilité qui, souvent ensuite, enrichira la vie sociale hors entreprise. Ainsi, bien des trajectoires individuelles ont pris leur départ dans les activités des sections syndicales et des comités d'entreprise pour déboucher plus tard dans des responsabilités sportives, mutualistes, coopératives, communales, culturelles, d'aide au tiers-monde...

Si le syndicalisme représente une telle nécessité pour les salariés, pour la société et pour la démocratie, comment contribuer le mieux à sa mise à jour ? C'est un souci qui devrait être largement partagé par l'opinion publique et par des responsables de divers horizons.

N'est-il pas temps de repenser les formes que doit prendre la syndicalisation ? Aujourd'hui, les salariés font confiance aux syndicats, ils votent pour eux dans les élections professionnelles, mais ils adhèrent moins souvent qu'hier. Cette évolution pose un problème de société. Chacun sent bien, en effet, que les militants ne peuvent suffire à constituer un syndicat vivant, riche de débats, de propositions, d'actions, d'expérimentations. Il n'y a pas de syndicalisme sans adhérents.

Les individus isolés, même s'ils votent pour le syndicat et s'ils en sont sympathisants, n'en sont pas vraiment partie prenante. Ils hésitent à entrer en rapport direct avec le syndicat pour y exprimer leurs attentes ou tout simplement pour sortir de l'isolement. Ils ne savent plus qu'on peut très bien se syndiquer simplement pour arriver à faire garder ses enfants le mercredi ou pour se rencontrer entre jeunes.

Si l'on veut que le syndicalisme continue à jouer tout son rôle pour les salariés et pour l'approfondissement de la démocratie, il est important de réfléchir à de nouvelles formes de syndicalisation et de financement de l'action syndicale. Il est d'abord nécessaire de mieux faire apparaître les contre-parties de l'adhésion au syndicat, l'ouverture qu'elle permet, les droits qui en découlent. Face aux conformismes qui banalisent le chômage et les inégalités sociales, le syndicat reste l'épicentre de la mise en cause du désordre existant, le lieu où faire est plus important que paraître, le moyen de rendre l'espoir accessible.

EDMOND MAIRE.